

Le Souss bataille contre le stress hydrique

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 08-11-2012 12:08:38

L'alternative du dessalement, inéluctable

Deux projets de station pour l'alimentation en eau potable et les besoins d'irrigation

1,2 milliard de DH pour l'eau potable et 2,5 milliards pour l'agriculture

Le projet au ministère des Finances, qui cherche des fonds

Le Souss bataille contre le stress hydrique L'alternative du dessalement, inéluctable

Le Souss ne pourra pas faire l'économie du dessalement d'eau de mer. La baisse du niveau des ressources en eaux souterraines et les périodes de sécheresse répétitives ces dernières années engendrant des taux de remplissage irréguliers et très moyens des barrages rendent impératifs un tel investissement. Ainsi, aussi bien pour sécuriser l'alimentation en eau potable du Grand Agadir à l'horizon 2030 que pour l'irrigation agricole, il est question de miser sur le dessalement d'eau de mer. Le dossier de station de dessalement relatif à l'eau potable est le plus avancé. Il est en gestation depuis 2007.

Suite à un appel à manifestation d'intérêt international (AMI), sept groupements d'entreprises ont été pré-qualifiés et un appel d'offres avait été lancé fin 2011. Aujourd'hui, le projet est toujours au stade de consultation des offres. Il est question dans la première tranche de ce chantier d'envergure d'aménager au nord de la préfecture d'Agadir Ida Outannane, précisément dans le site de Cap Ghir, une station de dessalement d'eau de mer générant un débit de 100.000 m³/jour, soit 1.160 l/s. La deuxième tranche devrait doubler ce débit, soit 200.000 m³/jour, à l'horizon 2030. Ainsi, l'entreprise qui sera sélectionnée pour prendre en charge la conception et la gestion de ce dossier sera tenue de mettre en place plusieurs installations nécessaires au traitement de l'eau de mer sur la base de la technique d'osmose inversée. A noter que ce procédé est extensible. A terme, la station de dessalement d'eau de mer envisagée devrait être la plus grande du genre au Maroc en matière de débit. Le projet a aussi la particularité d'être une opération pilote. Après les expériences de l'ONEE en matières de dessalement d'eau de mer à Laâyoune et Boujdour, c'est la première fois dans le Royaume que la réalisation et la gestion d'un tel projet seront concédées au privé. Le chantier se distinguera aussi par un investissement important. Le coût de la première tranche a été estimé à 1,2 milliard de DH, est-il indiqué. Pour l'heure, la soumission des offres n'a pas encore eu lieu. Mais il semble que les travaux pourraient démarrer fin 2013 pour être achevés 24 mois après.

Pour le secteur agricole, l'alternative du dessalement s'avère aussi indispensable. Le projet Chtouka, comme baptisé ce chantier d'envergure, est en fait une composante intégrale du plan agricole régional (PAR). «C'est un projet vital et stratégique pour la région. D'autant plus que le risque de salinité de la nappe phréatique ne cesse d'augmenter dans les zones irriguées sans compter que dans ce périmètre il n'y a pas d'eau par endroits, notamment autour de Biougra», indique un producteur de maraîchages. Les enjeux d'un tel chantier, premier projet en Afrique dans le cadre d'un partenariat public-privé, sont immenses. Et l'étude de pré-faisabilité, réalisée par le département de l'Agriculture avec le soutien de la FAO, et celle de faisabilité, effectuée par l'Agence du bassin hydraulique du Souss-Massa-Draâ, ont mis en exergue que le projet est indispensable. Pour l'heure,

il a été décidé de lancer le processus de mise en place du projet en faveur de 10.000 ha dans la zone de Chtouka qui seront irrigués à partir d'une station de dessalement envisagée à Tifnit. Après l'étude pour la structuration et la dévolution du projet, le dossier est au niveau des départements de l'Agriculture et des Finances. Il reste en effet à trouver les fonds. Ce projet a été estimé à près de 2,5 milliards de DH.

Urgence

Pour l'heure, le Souss est approvisionné par des eaux de surface (barrages) et des eaux souterraines (nappe phréatique). Les investissements réalisés ces toutes dernières années permettent de couvrir les besoins de la zone jusqu'en 2015, est-il indiqué. Pour ce qui est de l'agriculture, en absence de dessalement d'eau de mer dans l'avenir, le secteur agricole dans la région pourrait accuser un manque à gagner estimé à 500 millions de DH par an, sans compter 15.000 emplois de perdus annuellement, souligne un institutionnel. Le déficit hydraulique de 60 millions de m3 enregistré annuellement au niveau de la nappe phréatique justifie pleinement un tel projet. Ceci surtout que ses retombées sur le secteur seraient très grandes en termes de développement et d'investissement. «Cela nous permettra d'investir dans des extensions de superficies même en dehors des périmètres irrigués», ex plique un agriculteur.

L'Economiste